

Notes and gleanings

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK**

Band (Jahr): - **(1929)**

Heft 377

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

mort avant l'ouverture ou tout chasseur tuant un lièvre à la prochaine saison de chasse est instamment prié de bien vouloir retourner ce bouton, avec indication du lieu ou le lièvre a été trouvé soit à M. W. Borel, inspecteur forestier à Genève, à M. A. Pattay, président de l'Association des chasseurs à Gy ou à M. E. Comte, 38, rue de Monthoux à Genève, secrétaire de l'Association.

Chaque bouton ainsi retourné donne droit à une prime de fr. 1.50 payée par la caisse de l'Association.

La Tribune de Genève.

Subventions fédérales à la lutte contre la tuberculose.

Dans sa première séance du 4 janvier, le Conseil fédéral a fixé, en une ordonnance spéciale en 23 articles les normes et les modalités de paiement des subventions fédérales accordées à la lutte contre la tuberculose par les articles 14 et 18 de la loi du 13 juin 1928. C'est le service fédéral de l'hygiène publique qui est chargé de l'administration générale de ce nouveau rouage fédéral. Sa première tâche sera de dresser la liste officielle des établissements et associations reconnus comme ayant droit aux subventions cela sur préavis des autorités cantonales qui consulteront à cet effet les organisations anti-tuberculeuses existantes. Les subventions sont de trois sortes et il est formellement stipulé qu'elles ne doivent en rien avoir pour effet de diminuer les prestations des cantons et des communes.

Il y a tout d'abord les subventions aux cantons, destinées notamment à la notification des cas de tuberculose par les médecins aux examens bactériologiques, à l'inspection des logements insalubres et à leur désinfection, enfin aux mesures de propagation prophylactique.

Le deuxième lot de subventions concerne la construction ou l'agrandissement d'établissements préventifs ou curatifs, préventoriums, cures d'air, colonies de vacances, etc., puis sanatoriums, pavillons hospitaliers, colonies de travail, etc. Chaque demande doit être accompagnée d'un dossier complet de devis, plans de construction et de dépenses, promesse de vente, etc. Les établissements subventionnés qui viendraient à être désaffectés avant un délai de 20 ans devront rétrocéder un certain pourcentage de la subvention touchée.

Les subventions aux établissements préventifs et curatifs sont de beaucoup les plus importantes et avec justice. Elles atteignent, en effet, le 10 à 12% de la journée de malade et le 25 à 33% des sommes affectées à la lutte contre la tuberculose. Notons ici que, pour établir le montant de la subvention, il ne sera tenu compte que des journées de malades suisses ou de malades étrangers domiciliés en Suisse et dont la tuberculose ne s'est déclarée qu'après une année au moins de résidence dans notre pays.

L'ordonnance entre immédiatement en vigueur. Un droit de recours au Conseil fédéral est réservé, dans les trente jours, contre toute décision des autorités cantonales ou du département fédéral de l'intérieur.

Feuille d'Avis de Lausanne.

Un Suisse d'origine est président du Paraguay. — Le nouveau président du Paraguay est d'origine suisse. M. José Guggiari, élu en mai dernier, est en effet originaire du val Mesolcina dans les Grisons de langue italienne. Le père du nouveau président, Pedro Guggiari, émigra au Paraguay en 1875 avec ses frères, Giuseppe et Augusto. Il se fixa à Assomption et fut naturalisé, en 1890, citoyen du Paraguay.

Les fils de ce Pedro firent tous une belle carrière. L'un d'eux, Pedro, dirigea longtemps le collège supérieur de la capitale du Paraguay. Quant à José, le nouveau président, il s'occupa, de même que son cousin, — fils d'Augusto Guggiari — de politique. Député au Parlement, il devint, durant la guerre, ministre de l'intérieur. Quant à Augusto, il représenta le Paraguay à Rio-de-Janeiro.

La famille Guggiari joue d'ailleurs un rôle fort important au Paraguay, où ses membres possèdent de nombreuses "estancias" et sont à la tête de mainte entreprise industrielle. A Villarica, à Concepcion, par exemple, les Guggiari comptent parmi les électeurs les plus influents de la province.

Don José, le nouveau président, est demeuré très attaché à son ancienne patrie et compte de nombreuses relations au Tessin. Pacifiste convaincu, il compte consacrer avant tout ses efforts au développement économique du pays dont il dirige les destinées. Il se propose également d'attirer au Paraguay de nombreux colons qui mettront en valeur les richesses encore inexploitées de ce pays.

C'est la seconde fois, on le sait, que le Paraguay voit un Suisse d'origine à la présidence. Au début du siècle, ce fut Eduardo Schärer, dont le souvenir est demeuré très vivant, parait-il. Comme Guggiari, d'ailleurs, Schärer était né Paraguyan, mais avait conservé beaucoup d'attachement à sa patrie d'origine.

Feuille d'Avis. Neuchâtel.

Avocats fédéraux ? — Le Conseil fédéral — ô miracle ! — se prononce contre une centralisation : celle des examens d'avocat, demandée à la fois par la *Fédération suisse des avocats* et par un postulat de feu le conseiller national Zurburg. Le gouvernement ajoute, il est vrai, que la question pourra éventuellement être reprise avec circonspection lorsque le sort du code pénal suisse aura été fixé. Autrement dit, il ne veut pas trop charger le bateau en ce moment.

L'organisation de la profession d'avocat n'est pas une petite affaire; les plaideurs ont le droit

d'exiger que les hommes auxquels ils confient leurs intérêts, et parfois la défense de leur honneur, fournissent des garanties sérieuses d'honorabilité, de science et d'expérience. En divers cantons, toutes ces conditions sont remplies : un barreau bien organisé en *Ordre des avocats* et une *commission officielle de surveillance* veillent à l'honorabilité des avocats; leur science est prouvée par la *licence en droit* de l'Université, leur expérience est démontrée par le *stage*.

Malheureusement, certains Etats confédérés sont beaucoup moins exigeants; il arrive donc que des aspirants-avocats, écartés de la profession dans un canton, se voient facilement agréés par un autre; puis, en vertu d'un article de la Constitution qu'en leur qualité de juristes ils ne peuvent ignorer, ils font valoir leur droit à pratiquer l'exercice du barreau... dans le canton même qui avait refusé de les accepter !

Ces abus ont donné naissance au projet d'instituer un brevet fédéral d'avocat, système analogue à celui des examens fédéraux de médecine : la plupart des centralisations ne sont-elles pas nées de la négligence de certains cantons ? Leur apathie, dont souffraient les autres, engageait ces derniers à réclamer une mesure générale pour l'ensemble de la Suisse !

Mais les inconvénients majeurs d'une centralisation outrancière sont si graves que de plus en plus s'accroît le mouvement hostile à la suppression des dernières prérogatives cantonales. Toute atteinte portée à l'organisation judiciaire des Etats confédérés serait de nature à accentuer l'opposition à l'unification du *droit*, dont le principe a été accepté par le peuple et les Etats en 1898, mais qui, pour le moment, n'est réalisée que dans le domaine *civil* (et non pénal).

C'est avec cette réserve expresse que les citoyens ont ratifié l'unification du droit : tout ce qui concerne l'organisation des tribunaux — la façon de rendre la justice, et par extension aussi, la profession d'avocat — doit demeurer dans le domaine cantonal. Les habitudes, les traditions sont différentes à cet égard dans les diverses régions de la Suisse, et il faut laisser à chaque Etat confédéré le soin de prendre les mesures qu'il estime justifiées.

Mais ce *droit* qui leur est laissé a pour corrélatif un *devoir* : celui de ne pas rester en retard dans l'organisation de la profession d'avocat, sinon les Confédérés en souffrent, puisque le brevet accordé par un canton est en fait valable sur tout le territoire de la Confédération. Que les cantons trop peu exigeants dans l'octroi de leur patente d'avocat réforment leurs lois en ce domaine; c'est le meilleur moyen — c'est même l'unique moyen — d'éviter, dans l'avenir, une nouvelle centralisation contre laquelle ils seraient les premiers à protester.

Journal de Genève.

NOTES AND GLEANINGS.

Winter Sports.

Reports from the winter sports centres reign supreme in the English Press, and apart from these there is scarcely anything of Swiss interest to comment upon in this week's gleanings. The *Morning Post* (Jan. 2nd) has an article reminding us that winter sports, as they are in vogue now, are largely due to the conception and initiative of foreigners.

"We are not so envious as to rail at the fortunate who have sought refuge in Switzerland from an unexhilarating winter in England. They go to a climate where sunshine makes an exquisite marriage with cold in such dazzling bridal robes of ice and snow that even spring in the mountains seems dull by comparison. If the Swiss have the profit, the visitors have the enjoyment, which, from the beginning of time, has been reckoned a fair exchange. This country, moreover, may claim some credit for an institution which adds so much to the health and happiness of that part of mankind which can afford it — and it need not be, after all, an extravagant holiday. Davos, as we recently reminded our readers, was the discovery of John Addington Symonds, who introduced the joys of winter in the High Alps to English speaking people.

The ski, we have to admit, came from Norway, the native home of a mode of progression which brings man near to the angels, but it was developed at Davos and elsewhere very largely by English sportsmen. And no one will dare to dispute that Scotland introduced the maturer thrills of curling, the best of all winter games for those who are old enough to know that bones are a brittle commodity. The English style in skating has never — we can hardly pretend to regret — established itself in the Alps, although it has its persistent devotees; but in revenge there are many English who excel in the style of the Continent. Altogether, the High Alps are so congenial to the English spirit, and make besides such a glorious and healthful holiday that the annual exodus rests on something more permanent than fashion. Winter sports have come to stay. And the only way to keep our young people at home is to give them such skating-rinks as we now have in London and at Richmond. And even then we shall not keep them if they can coax out of us the wherewithal to go!"

Consumption Cures.

As part of a large scheme to combat consumption, a new law came into force in Switzerland at the beginning of this year which forbids the sale of secret, i.e., not medically approved, remedies. The *Daily Express* (Jan. 2nd) enlarges on the subject as follows:—

"A drastic law to control the treatment of tuberculosis patients in Switzerland came into force throughout the country on January 1st.

One of the chief objects of this Federal enactment—carried through at the strong instigation of the Swiss medical faculty—is to prevent patients being treated by secret remedies or methods which have not the general endorsement of the medical profession.

The clause against secret specifics is Article 9, which runs as follows:—

"It is forbidden to advertise, put on sale, or to sell any secret remedies for the treatment of tuberculosis."

There is considerable speculation in Geneva concerning the position under the new law of M. Henri Spahlinger and his laboratory at Carouge. M. Spahlinger has treated many sufferers, principally English people, with his tuberculosis serum and vaccines prepared from the blood of black horses, and has always refused to give the secret of his "cure" and "immunisation" to the doctors.

It is the opinion of the Geneva Medical Council that M. Spahlinger will not be able to treat patients in Switzerland unless he discloses his secret.

The new State laboratory at Berne, which, in connection with the anti-tuberculosis law, is to control the manufacture of all anti-consumption serums used in Switzerland, began operations today.

Every one of the Swiss cantons must institute official machinery to secure that the new tuberculosis regulations are carried out to their full extent. Severe penalties will be imposed on persons who break the law.

At present M. Spahlinger is in London in connection with proposed tests of his anti-tuberculosis specific for cattle. He is staying at a private address in Knightsbridge.

It was stated in London on behalf of M. Spahlinger that he had never sold or advertised his serum, and it was claimed that his activities in Switzerland would not be affected by the new law."

Swiss Industries.

A very interesting survey is published in the *Bankers' Magazine* (December); it points out that Switzerland from being essentially an agricultural country is becoming more and more industrialised.

"Although agriculture still occupies a very prominent place in the economic life of Switzerland, it is relatively of less importance than in former days. For many years past, industrial activity has been expanding and, owing to the attractions it has been able to offer, has drawn increasing numbers of workpeople from the land. In 1920 about 821,000 workpeople were engaged in various industries, exclusive of agriculture, the figure representing an increase of approximately 70 per cent., compared with the position in 1880. Moreover, there have been substantial additions to the numbers employed in commercial and transport undertakings, and from being an essentially agricultural country, Switzerland is becoming more and more industrialised. One result of this tendency has been the gradual development of the country's external trade. According to an interesting survey entitled 'Economic and Industrial Switzerland,' recently pub-

CITY SWISS CLUB.

CINDERELLA DANCE

HOTEL METROPOLE, NORTHUMBERLAND AVE.,

Saturday, JANUARY 26th, at 7 p.m.

Tickets at 12/6 (incl. Supper) may be obtained from Members of the Committee.

MISCELLANEOUS ADVERTISEMENTS

Not exceeding 3 lines.—Per insertion, 2/6; three insertions 5/— Postage extra on replies addressed *to Swiss Observer*

RESTAURANT, West End, for disposal. Basement back and front; Ground Floor ditto; First Floor ditto; Second and Third Floors, Flat, 8 rooms. Lease, 15½ years. Further particulars from Box 406, "Swiss Observer," 23, Leonard Street, E.C.2.

FOR SALE, in residential part of Sutton (Surrey), nice Semi-detached House, seven minutes from station; two large sitting-rooms, six bedrooms, covered verandah, well-laid-out garden; freehold, price £1,850. Particulars to view apply W. Renz, "Hartland," Mulgrave Road, Sutton (Telephone during day-time, London Wall 3916).

SWISS, established in business in London and holding a number of valuable sole agencies for the whole of Great Britain, desires partner to take over half share. No technical knowledge required.—Write to "Partner," c/o "Swiss Observer," 23, Leonard Street, E.C.2.

lished by the Lausanne Office of the Swiss Office for the Development of Trade, imports, which in 1886 totalled fcs. 731 millions, had increased by 1926 to fcs. 2,414.5 millions, while during the same period exports had risen from fcs. 651 millions to fcs. 1,836 millions. Although allowance must be made for the alteration in prices in the interval, the figures show that a considerable expansion has occurred, and it is stated that it has been established, as the result of an enquiry, that by 1923 the proportion of the total foreign trade to the number of inhabitants placed Switzerland at the head of all the industrial countries in the world. In that year the foreign trade of Switzerland amounted to 1,045 frs. per head of population, the corresponding totals for Great Britain being 973 francs, Holland 972 francs, Belgium 746 francs, France 496 francs, United States 363 francs, Germany 243 francs and Italy 180 francs. In 1926, the figure for Switzerland was 1,089 francs. Development along these lines has occasioned a considerable demand for capital and the growing wealth of the country has enabled a large proportion of the requirements to be supplied from internal sources. Not only so, but Switzerland has also been able to raise substantial loans on behalf of foreign interests and for some time past has occupied the position of one of the smaller financial centres of Europe. Some indication of the demands made upon the Swiss capital market is afforded in the Quarterly Report of the Union Bank of Switzerland, where it is stated that for the first three quarters of the current year, loans for internal purposes aggregating around fcs. 336 millions were raised in Switzerland, in addition to share capital increases of fcs. 172 millions, making a total of fcs. 508 millions in all. The largest borrowers were the banks and trust companies with loans of fcs. 54 millions and share issues of fcs. 132 millions. Conversions totalled fcs. 290 millions. Foreign issues placed entirely in Switzerland during the nine months amounted to about fcs. 80 millions, while considerable sums were raised in connection with foreign loans only partially placed within the country and for which figures are not available. The statistics quoted, however, are sufficient to show that Switzerland occupies by no means an unimportant position as a capital market."

Famous Stamp Forger.

A reference in the *Yorkshire Post* (Dec. 31st) calls to our mind the activities of a former firm of stamp dealers in Lucerne who brought disappointment to many philatelists.

"Stamp collectors should be very grateful to the Union of Swiss Philatelic Societies, which has now circulated facsimile albums of the famous Fournier counterfeits among reputable dealers in London and all over the world. Fournier, who was an artist in forgery with expert knowledge of philately and a first-rate technical equipment, set up his business in Switzerland some twelve years before the war, and he and his two successors have flooded Europe with almost undetectable forgeries of rare stamps. When his second successor died two years ago, the Union of Swiss Philatelic Societies took the opportunity of buying his stock and machinery. Before destroying them the Union prepared these facsimile albums, pointing out as far as possible all the minute indications of forgeries. The precaution was taken, however, of cancelling all the forged specimens in each album with indelible ink.

A director of a well-known London firm tells me that there are few big collections in Great Britain into which some of these forgeries have not found their way. Dealers had been well aware of Fournier and his activities, but apparently there was no legal way of suppressing him in Switzerland, so long as he refrained from forging current stamps of his own and other countries. In England the most stringent precautions are taken against forgery of this kind. Dealers may not even illustrate their catalogues with reproductions of stamps of any country or any age without an express licence from the Postmaster-General."

Swiss National Library.

The Times (Jan. 2nd) refers to the new home of our National Library; a unique feature of this institution is the fact that books can be borrowed from it and are sent to any part of Switzerland.

"The Swiss Parliament has approved a grant of £180,000 for the erection of a new hall for the Swiss National Library in Berne. The new building will not only include the various services and reading rooms of the National Library, but also the offices and rooms of the Federal Bureau of Intellectual Property and of the Federal Bureau of Statistics. The National Library contains about 1,500,000 volumes and documents, mostly concerning Switzerland; these books can be read and examined in the reading rooms of the library, but there is also a special service for sending the books to all the towns and villages of Switzerland. Every Swiss citizen is entitled to borrow books from the National Library and to have them sent to his private address. The new building will make possible the storage of about 2,500,000 books."

EIDGENÖSSISCHE GLOSSEN.

Mietzinssteigerungen.

Die im 3. Heft der Zürcher Statistischen Nachrichten veröffentlichte Studie über "Mietzinssteigerung in Zürich" gibt uns wichtige Feststellungen. Jene sachlicher und spezieller Art heissen: Der Durchschnittspreis der alten Wohnungen ist seit Vorkriegszeit bis Mitte 1927 um 89 Prozent gestiegen; in allen Grössenklassen verzeichnen die billigsten Vorkriegswohnungen die relativ höchsten Aufschläge; die Preissteigerung erhöht sich mit der Häufigkeit des Eigentümer- (und Mieter-) wechsels. Eine Feststellung allgemeiner Art heisst: Die Mietzinssteigerung nimmt dort einen weniger scharfen Verlauf, wo dank längerer Dauer das Vertragsverhältnis gewissermassen eine persönliche Note erhält, wo zwischen Eigentümer und Mieter eine beiden Teilen dienliche Interessengemeinschaft entsteht.

Dieser letzte Satz gilt nicht nur für die Mietzinssteigerungen. Er gilt für unser ganzes soziales Leben. Solange noch lebendige Beziehung von Mensch zu Mensch besteht, wird den Zuständen die Schärfe genommen. Die Entpersönlichung schafft die grossen Dissonanzen. Dann muss auf eine recht schwere und auch recht kostspielige Weise der Staat eingreifen. Denn es ist natürlich eine soziale Versündigung, wenn alte Wohnungen teurer werden, bloss weil das Haus den Besitzer wechselt. Ohne Eigentümerwechsel beträgt die Mietzinssteigerung 75-79 Prozent, bei einmaligem Wechsel 90-96 Prozent, bei mehrmaligem Wechsel 105-108 Prozent. Diese Zahlen sagen wahrhaftig genug, besonders wenn man in Betracht zieht, dass 1920-1927 nur 61 Prozent aller Wohnungen in der gleichen Hand geblieben sind!

Statistiker als Kritiker?

Der genannte Bericht verweilt bei der Tatsache, dass die bescheidensten Mieter die Mietzinssteigerung verhältnismässig am stärksten zu spüren bekommen. (Wer früher für eine Dreizimmer-Wohnung 500 Fr. bezahlt hat, muss heute den doppelten Betrag entrichten.) Dr. Brüscheweiler kommentiert dieses Untersuchungsergebnis mit dem Satze: "Der Statistiker hat sich mit dieser Feststellung zu begnügen und ihre Beurteilung vom sozialen Gesichtspunkt aus zu unterlassen."

Der Leser weiss, dass ich mit dieser Resignation des Statistikers nicht einverstanden bin. Auch ein Statistiker und Staatsbeamter ist kein Teilnehmend. Er hat das Recht und die Pflicht, ein ganzer Mensch zu sein. Wer weiss, soll auch reden. Dann erst beseitigen wir die Kluft zwischen Statistiker und Leben. Es ist schliesslich erklärlich, dass zur Zeit der schweizerischen Mondnächte ein Bub das, was er wusste, einem Ofen sagte, weil er geschworen hatte, mit keinem Menschen über das Geheimnis zu reden. Heute dürfen wir uns den Umweg über den Ofen schenken. Man spürt ja aus dem Satze Dr. Brüscheweilers heraus, wie gerne er reden möchte. Er tue es getrost, denn sind wir nicht eine Demokratie?

Föderalismus.

Wer sich immer noch über die Buntheit unseres kantonalen Mosaiks freut, lese die Zusammenstellung der Automobil-Revue über die Verschiedenheit der Versicherungsbedingungen, die von den 25 Kantonen gefordert werden: da gibt es Kantone, die keinerlei Garantie fordern (zehn), solche die dem Konkordat angehören und solche, die noch höhere Garantien verlangen. Es gibt alle Abstufungen, und auch der geschickte Fussgänger wird erst nach einem genauen Studium dieser verschiedenartigen Vorschriften wissen, in welchem Kanton er mit einem gewissen sorglosen Leichtsinne die Strasse überqueren darf.

Die Regelung der Arbeitslosenversicherung gibt ein ebenso abwechslungsreiches Bild (siehe Mitteilungen des Volkswirtschafts-Departementes vom 15. Dezember). Wir haben Kantone mit Versicherungspflicht, öffentlicher Kasse und Subventionierung der anerkannten privaten Kassen bis hinunter zu jener Gruppe von Kantonen, die zurzeit noch keine regelmässigen finanziellen Leistungen erbringen. Es wäre ja weniger gegen diese Vielfältigkeit einzuwenden, wenn es sich um natürliche Gruppierungen von wirtschaftlich ähnlich organisierten Kantonen handelte. Aber das ist nicht der Fall. In der Kategorie I stehen Basel-Stadt und Uri nebeneinander, in II. Zürich und Wallis, in III. Genf und Graubünden, in IV. Schwyz und Waadt.

QUOTATIONS from the SWISS STOCK EXCHANGES

	BONDS.		SHARES.	
	Dec. 29	Jan. 7	Nom.	Dec. 29 Jan. 7
Confederation 3% 1903	82.00	83.00		
" " 5% 1917, VIII Mob. Ln.	101.75	102.20		
Federal Railways 3 1/2% A-K	89.00	88.50		
" " 1924 IV Elect. Ln.	102.65	102.50		
Swiss Bank Corporation	500	862	863	
Crédit Suisse	500	999	1000	
Union de Banques Suisses	500	763	755	
Société pour l'Industrie Chimique	1000	3555	3486	
Fabrique Chimique et-dev. Sandoz	1000	5300	4665	
Soc. Ind. pour la Schappe	1000	4400	4470	
S.A. Brown Boveri	350	604	600	
C. F. Bally	1000	1550	1530	
Nestlé & Anglo-Swiss Cond. Mk. Co.	200	942	935	
Entreprises Suizer S.A.	1000	1280	1275	
Comp. de Navig. n sur le Lac Léman	500	525	525	
Linoleum A.G. Giubiasco	100	342	342	
Maschinenfabrik Oerlikon	500	805	805	

Dafür aber—ist die waadtländische Handelskammer bis jetzt der Meinung, dass der Entwurf eines Bundesgesetzes über die berufliche Ausbildung nicht zu unterstützen sei!

Bundeshilfe als Almosen.

Wenn man die Bundeshilfe für die notleidende Landwirtschaft lächerlich machen will, so muss man dem Beispiele von Appenzel Inner-Rhodens folgen und den Gesamtkredit in Beträge von 50 bis 100 Franken aufteilen.

Probleme des Hotelgewerbes.

Bei der Charakterisierung des wirtschaftlichen Erfolges unserer Hotelindustrie im Jahre 1928 ist man sich darin einig, dass dieses mittlere Jahr eine erhebliche Steigerung des Touristenstroms, doch nicht eine entsprechende Steigerung der Aufenthaltstage (der Logiernächte) gebracht habe. Die fortschreitende Verringerung der Aufenthaltszeit per Gast wird mit einem gewissen Unbehagen festgestellt. Was ich in den meisten Berichten vermisste, ist ein energischer Versuch, die neue Sachlage einwandfrei festzustellen und dann auch mit Aufbietung aller Kräfte Wege und Mittel zu suchen, um dieser neuen Sachlage zu begegnen.

Die Luzerner Kantonalbank nennt das Automobil als einen Faktor, der der Aufenthaltsdauer der Gäste entgegenarbeite. (Man bleibt jetzt nur noch zweieinhalb Tage in Luzern). Als Heilmittel zur "möglichst rationalen Ausnutzung der in der Hotelindustrie investierten grossen Kapitalien" weiss sie nur die Ausgestaltung bestehender Einrichtungen und Schaffung neuer Darbietungen, ermöglicht durch die Annahme der Kursaal-Initiative. Der Rückblick der Schweizerischen Kreditanstalt bringt keine neuen Gesichtspunkte. Das Wichtigste im Vortrage Dr. Blasers (Verkehrszentrale Lausanne) in der letzten Sitzung des Verkehrsrates in Bern ist die Kritik an jenen Touristenzentren und Kurorten, die immer noch keine Statistik nach Logiernächten aufstellen und derart das Erfassen der Lage verunmöglichen. Gefreut hat mich der Bericht von Leu u. Co., der in seiner Einleitung kurz und knapp davon spricht, dass im Kurbetrieb gegenüber der Vorkriegszeit grundlegende Änderungen eingetreten seien. (kürzere Aufenthaltsdauer, Spitzenbelastung, grössere Sparsamkeit der Gäste, wachsende Anforderungen an Komfort), die wohl als endgültig angesehen werden müssten. Die Bank schliesst mit der Feststellung: "Eine eigentlich günstige finanzielle Situation dürfte im Hotelgewerbe erst in dem Verhältnisse wieder Platz greifen, in dem es gelingt, die jährliche Betriebsdauer auszudehnen und damit die Aufbringung der Zinsen der durchschnittlich immer noch recht hohen Schuldenlast auf eine längere Zeit zu verteilen." Aber ein Mittel, dieses Ziel zu erreichen, gibt auch Leu u. Co. nicht an.

Wir werden gezwungen sein, uns demnächst mit den Problemen des Hotelgewerbes zu befassen. Die Wintersaison können wir als Renditproblem vorläufig beiseite lassen. Das Hauptproblem bietet die Sommersaison. Und hier kann nichts anderes helfen, als eine Einbeziehung von Volkskreisen, die bis dahin der Vorzüge unseres Klimas nur in beschränktem Masse teilhaftig geworden sind, als eine Gästeorganisation, die dank der Gewährleistung einer starken Durchschnittsbesetzung den Gästen mässige und billige Preise und den Hotelbesitzern (resp. den Banken) eine Steigerung der Rendite bringt. Alles Heil nur von der Annahme der Kursaal-Initiative zu erwarten, ist eine Lächerlichkeit. Je mehr des Auto das Nomadenhaft steigert und infolge seiner Mehrkosten die Geldmittel für andere Ausgaben verringert, je sparsamer der Einzelne zu leben gezwungen ist, je mehr sich die Ferien vom Sommer auf den Winter verschieben, je mehr sich die andern Länder auf die eigene "gute Luft", auf die eigenen Kurmöglichkeiten besinnen, um so mehr müssen wir alles dransetzen, um zu neuen Bedingungen die Schweizer selber in die schweizerischen Hotels und Pensionen zu bringen. Die Fremdenindustrie muss aus einer Luxusindustrie zu einer Volksindustrie werden!

Felix Moeschlin in 'N.-Z.'

CITY SWISS CLUB.

L'Assemblée de Janvier qui eut lieu au local du club, mardi le 8 courant, ne réunit qu'une trentaine de membres, l'attrait des Sports d'hiver en Suisse étant responsable pour bon nombre d'absents.

Mr. Max Gerig étant indisposé, le fauteuil présidentiel fut occupé par le Vice-président, Mr. Ernest Werner. Avant d'ouvrir la partie officielle à 8.35 heures, Mr. Werner exprime les vœux sincères des membres pour le prompt rétablissement de Mr. Gerig.

Un ordre du jour passablement chargé demandait l'attention des membres et les joueurs de carte furent un peu déçus car ce ne fut qu'à 10.40 heures que le Vice-Président leva cette séance qui fut très intéressante.

La prochaine Cinderella Dance du City Swiss Club aura lieu Samedi le 26 courant, à l'Hôtel Metropole (Prix du Billet 12/6). Le dîner sera servi à 7.30 heures. Les membres sont priés de réserver leurs places au plus tôt. Pour tous renseignements, s'adresser au Sec. Hon., Mr. Ch. Chapuis, 72-82, Rosebery Avenue, E.C.1. (Telephone: Clerkenwell 7888).